

YÉMEN

# La contestation touche le nord

**La contestation contre le régime du président Ali Abdallah Saleh s'est étendue hier au nord chiite du Yémen, tandis que des dizaines de milliers de personnes organisaient un sit-in dans la capitale Sanaâ et qu'un manifestant était tué par la police à Aden, dans le sud.**

«Des dizaines de milliers de personnes ont participé à une marche à Saada (nord) pour demander la chute du régime à l'appel du (chef de la rébellion zaïdite) Abdel Malek al-Houthi et du Forum commun», l'opposition parlementaire, a indiqué à l'AFP l'un des organisateurs.

Selon lui, les manifestants ont proclamé, durant la marche, leur soutien aux protestataires qui ne cessent de manifester à Sanaâ, Aden et dans d'autres villes yéménites depuis le 16 février pour réclamer la chute du régime.

La rébellion chiite zaïdite avait proclamé, dans un communiqué publié samedi, son soutien aux mouvements de

protestation à travers le pays demandant des réformes radicales et le départ du président Saleh, au pouvoir depuis 32 ans.

En février, forces gouvernementales et rebelles chiites avaient signé un cessez-le-feu dans le nord du Yémen, après la dégradation de la situation à la frontière avec l'Arabie saoudite, faisant craindre l'explosion de ce conflit régional. La reprise des combats en août 2009 dans ce conflit récurrent depuis 2004 avait provoqué un exode massif de la région de Saada, bastion de la rébellion contre Sanaâ.

Dans la capitale, des milliers de personnes ont enta-

mé un sit-in pour exiger le départ du président Saleh qui a affirmé qu'il ne partirait «que par les urnes». Ils ont été rejoints par une douzaine de députés de l'opposition.

«Le peuple veut le changement», «dehors» ou «le peuple veut la chute du régime», proclamaient des banderoles accrochées par les manifestants. Certains ont dressé des tentes avec l'intention de passer la nuit sur place.

«Les étudiants ne partiront pas avant que le président ne s'en aille ou qu'ils tombent mort», a assuré l'un des manifestants, Mouammar Al-Haidari.

Pour leur part, les ulémas du Yémen ont prohibé le recours à la force contre les manifestants, dans un communiqué publié après une réunion extraordinaire.

Ce sit-in intervient au lendemain de la décision de l'opposition parlementaire de se joindre à la contestation jusque-là menée essentiellement par des étudiants.

Les forces de sécurité ont érigé des postes de contrôle aux accès de la place mais n'ont pas tenté de disperser les manifestants.

Les manifestations, qui se déroulent quotidiennement à Sanaâ depuis une dizaine de jours, ont été violemment

réprimées par des partisans du pouvoir armés de gour-dins, de pierres et d'armes blanches.

Dimanche, pour la première fois, les manifestants n'avaient pas été inquiétés par les partisans du pouvoir, tenus à l'écart par la police.

A Aden en revanche, la police a continué à tirer sur les manifestants, faisant un nouveau mort hier à l'aube, selon des sources médicales.

Ce décès porte à douze le nombre de manifestants tués dans la principale ville du sud du Yémen depuis le début le 16 février de manifestations quotidiennes tournant à l'émeute, selon un bilan établi

par l'AFP.

La protestation touche également d'autres villes yéménites.

A Hodeïda, ville portuaire de l'ouest sur la mer Rouge, trois manifestants ont été blessés lors de heurts avec des partisans du régime, selon des témoins.

A Taez, au sud de Sanaâ, les manifestations se sont poursuivies pour la onzième journée consécutive. Des dizaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées sur une place proche du siège de la municipalité où elles ont dressé des tentes pour passer la nuit.

BAHREÏN

## Des protestataires réclament la fin du règne des Al-Khalifa

**Sur la place de la Perle à Manama, les protestataires bahreïnais qui campent depuis deux jours s'enhardissent et certains réclament, désormais ouvertement la fin du règne de la dynastie des Al-Khalifa.**

«Nous ne voulons plus des Al-Khalifa, ni de leur règne», lance, furieuse, Chérifa, une jeune femme drapée de noir, qui se dit déterminée à rester sur cette place symbole de la contestation populaire, où elle a passé la nuit.

«Nous ne voulons ni Hamad, ni Khalifa, ni Salman», ajoute-t-elle, en référence respectivement au roi, au Premier ministre et au prince héritier, tous membres de cette dynastie sunnite qui dirige depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle Bahreïn, un petit pays à majorité chiite. Le roi «Hamad est un criminel de guerre», affirme Chérifa, qui dit avoir été témoin de l'attaque sanglante des forces anti-émeutes sur la place de la Perle jeudi à l'aube, qui a fait quatre tués et plusieurs blessés. Les manifestants sont revenus samedi camper sur la place, juste après le retrait de la police et de l'armée.

D'autres femmes acquiescent : «Notre avenir sera sombre tant que les

Al-Khalifa seront au pouvoir», insiste Zeinab, assise avec un groupe de femmes sur la pelouse où étaient entassées des couvertures.

«Hamad ne mérite pas d'être notre roi car il ne défend pas son peuple», renchérit une autre manifestante, Oum Salman, qui dit avoir passé sa deuxième nuit consécutive sur la place en compagnie d'autres femmes. «Nous poursuivons notre sit-in sur cette place malgré tout ce qui peut advenir», dit avec détermination Hassan Abdallah, un jeune étudiant bahreïni en Inde, actuellement en vacances dans son pays. «Sit-in, sit-in jusqu'à la chute du régime», répondent en chœur plusieurs centaines de protestataires en accueillant un groupe d'enseignants, venus exprimer leur solidarité.

Une marche d'autres corps de métiers, dont des ingénieurs, pêcheurs, sportifs ou hommes d'affaires, mais aussi une marche d'étudiants arrivent sur la place, rebaptisée «place de la Libération» sur le modèle de celle du Caire, ou encore «place des Martyrs» en souvenir des sept manifestants tués depuis le début du mouvement le 14 février. Un dignitaire chiite, Habib al-Jamri, a qualifié à la tribune l'offre de dialogue faite par le prince héritier de «complot tramé contre la révolte».

«Gare à celui qui oublie les martyrs et maintient cette famille corrompue», celle des Al-Khalifa, a-t-il averti, en exhortant la foule à «poursuivre le sit-in jusqu'au départ de cette famille». Ses propos ont été accueillis aux cris : «La visite est terminée, rentrez à Zebara !», une île du Qatar, dont seraient originaires les Al-Khalifa selon plusieurs protestataires chiites. Des slogans tels que «A bas les Al-Khalifa», «Démission Al-Khalifa», ou même «Le peuple veut la chute du régime», timidement scandés au début de la contestation, sont maintenant souvent répétés par une foule de jeunes notamment, exaspérés par la répression meurtrière de leur mouvement. A chaque fois qu'ils s'adressent aux manifestants, les dirigeants de l'opposition les invitent pourtant à éviter les slogans blessants. Pour eux, l'ambition du mouvement est d'instaurer une monarchie constitutionnelle au sein de laquelle les Al-Khalifa n'auront plus la main haute sur les affaires de l'Etat. Pour signifier leur ras-le-bol, les protestataires ont affiché sur un panneau les portraits des huit Premiers ministres qui se sont succédé en Grande-Bretagne depuis 1971, date d'entrée en fonction de leur unique Premier ministre, l'immuable cheikh Khalifa.

ÉGYPTE

## Le Caire demande le gel des avoirs à l'étranger de Moubarak et sa famille

**L'Égypte a demandé le gel des avoirs à l'étranger de l'ex-président Hosni Moubarak et de sa proche famille, a annoncé hier le procureur général Abdel Meguid Mahmoud.**

Outre le président, qui a démissionné le 11 février, cette requête concerne son épouse Suzanne ainsi que ses deux fils, Alaa et Gamal, et leurs épouses Heidi Rasekh et Khadiga al-Gammal, a déclaré le magistrat dans un communiqué.

La famille Moubarak est suspectée de s'être enrichie au cours des trois décennies que l'ex-président a passées au pouvoir, avant d'être contraint sous la pression

populaire de renoncer à son poste. L'Égypte avait déjà demandé le gel des avoirs d'anciens ministres ou responsables du régime, mais sans faire de démarche formelle en ce sens pour l'ex-président et sa famille. M. Moubarak se trouve dans la station balnéaire égyptienne de Charm el-Cheikh sur la mer Rouge depuis son départ du pouvoir, selon le gouvernement.

Son «représentant légal» a démenti dimanche auprès de l'agence officielle Mena «les rumeurs infondées» sur sa fortune, qui ont récemment circulé dans plusieurs médias. Ce représentant, qui n'a pas été identifié, a «catégoriquement démenti les informations fausses et mensongères et les rumeurs infondées publiées (...) par

certains médias à l'intérieur (du pays) et à l'étranger, ces dernières semaines sur le montant de sa fortune ou l'existence d'avoirs ou de propriétés à l'étranger». Le ministère des Affaires étrangères suisse a indiqué dimanche que les avoirs en Suisse de M. Moubarak et de son entourage se comptaient en «dizaines de millions de francs» suisses. La Suisse a annoncé il y a une semaine leur gel par la Confédération. Le gel des avoirs égyptiens en Suisse concerne douze personnes, dont Hosni Moubarak et sa proche famille, ainsi que quatre anciens ministres et un ancien haut responsable du Parti national démocrate (PND) du président déchu.

Les pays de l'Union européenne se sont dits vendredi

à Bruxelles tous prêts sur le principe à geler les avoirs d'anciens hauts responsables du régime de Hosni Moubarak si l'Égypte leur en fait la demande. Selon des sources diplomatiques européennes, Le Caire avait, à la fin de la semaine dernière, adressé à quelques pays européens, notamment la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, des demandes purement individuelles de gel des avoirs de sept anciens responsables du régime (cinq parlementaires et anciens membres du gouvernement et deux membres de leurs familles). La chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton devrait évoquer le sujet avec les autorités égyptiennes lors d'une visite au Caire aujourd'hui.

VIOLENCES EN CÔTE-D'IVOIRE

## Quatre présidents africains arrivent à Abidjan

Quatre présidents africains sont arrivés hier à Abidjan pour tenter de dénouer la crise post-électorale en Côte d'Ivoire, où des heurts entre forces fidèles au président sortant Laurent Gbagbo et partisans d'Alassane Ouattara ont fait un mort et une dizaine de blessés. Membres d'un panel de l'Union africaine (UA) sur la crise ivoirienne née du scrutin de novembre, Idriss Deby Itno (Tchad), Jikaya Kikwete (Tanzanie), Jacob Zuma (Afrique du Sud) et Mohamed Ould Abdel Aziz (Mauritanie) ont débarqué successivement hier à la mi-journée en Côte d'Ivoire, a constaté un photographe de l'AFP.

Au lendemain d'une réunion en Mauritanie, ils doivent soumettre à Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara, reconnu président par une grande partie de la communauté internationale, dont l'UA, des propositions pour aboutir d'ici au lundi 28 février à des solutions «contraignantes» pour les parties.

Ex-médiateur du processus de paix ivoirien (2007-2010) et membre du panel, Blaise Compaoré (Burkina Faso), contesté par le camp Gbagbo qui l'accuse d'être pro-Ouattara, n'a pas fait le déplacement, officiellement pour «raisons de sécurité».

Abidjan connaît un regain de tension depuis ce week-end, notamment dans le quartier pro-Ouattara d'Abobo (nord), où au moins trois manifestants de son bord ont été tués samedi par les Forces de défense et de sécurité (FDS) loyales à son rival. Hier, un civil a été tué dans le quartier populaire de Treichville (sud) quand les FDS ont tiré à balles réelles pour disperser des jeunes qui avaient érigé des barricades faites de tables et de pneus enflammés, ont indiqué des habitants. Un photographe de l'AFP a pu voir, étendu sur la chaussée, le corps de cet homme dont le crâne avait été perforé, et gisant dans son sang.

Une dizaine de blessés, certains par balles, ont été admis dans une clinique privée de Treichville. A Koumassi (sud) et de nouveau à Abobo (nord), les FDS ont aussi tiré pour disperser des jeunes qui voulaient se rassembler, ont raconté des témoins.

Les FDS ont fait état de trois tués dans leurs rangs en deux semaines, dont deux éléments dimanche, ainsi que de deux blessés, et dénoncé l'appel à une «révolution» à l'égyptienne lancé par le camp Ouattara. Laurent Gbagbo avait répliqué à ce mot d'ordre en décrétant ce week-end un couvre-feu nocturne dans la moitié sud du pays sous son contrôle depuis 2002.

Dans ce climat de tension, Abidjan tournait au ralenti dans certains quartiers, comme au Plateau (administration et affaires) où l'affluence habituelle n'était pas au rendez-vous, et dans de nombreux quartiers populaires des commerces avaient fermé. La tâche des médiateurs est des plus difficiles, aucun des deux rivaux ne paraissant prêt à céder alors que la crise a déjà fait au moins 300 morts dans des violences depuis mi-décembre, selon l'ONU.

«Laurent Gbagbo est fini», «le compte à rebours a commencé», a jugé M. Ouattara, tandis que son Premier ministre, le chef de l'ex-rébellion Guillaume Soro, a dit ne pas croire aux chances de succès de l'UA.

Quant au camp Gbagbo, il exclut toute solution qui dévierait de la Constitution, et donc reviendrait sur la proclamation de l'élection de son champion par le Conseil constitutionnel.